



HAL
open science

**Associations de bienfaisance et développement dans la
Syrie de Bachar al-Assad. Le cas de la
Ġamʿiyyat-l-Mubarrat-l-Nisāʿiyya bi-Dimašq**

Laura Ruiz de Elvira Carrascal

► **To cite this version:**

Laura Ruiz de Elvira Carrascal. Associations de bienfaisance et développement dans la Syrie de Bachar al-Assad. Le cas de la Ġamʿiyyat-l-Mubarrat-l-Nisāʿiyya bi-Dimašq. Cahiers de l'Ifpo, n° 8, 2014. halshs-01119169

HAL Id: halshs-01119169

<https://shs.hal.science/halshs-01119169v1>

Submitted on 21 Feb 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

(V2)

Associations de bienfaisance et développement dans la Syrie de Bachar al-Assad. Le cas de la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya bi-Dimašq*

Laura Ruiz de Elvira

Introduction

En Syrie, comme dans d'autres pays de la région, les associations de bienfaisance (*ġam'iyāt hayriyya*) ont traditionnellement été le pilier de l'action associative. Or, à partir des années 2000, la conjonction d'une série de facteurs fortement liés entre eux (l'adoption de l'Économie Sociale de Marché¹, l'arrivée à la haute fonction publique de personnes ayant un parcours international², le recours à un discours développementaliste renouvelé de la part des autorités³ et la présence croissante d'acteurs étrangers et de bailleurs de fonds internationaux) a favorisé une transformation significative de ce secteur. En effet, au cours de la décennie 2000-2010, de nouvelles structures associatives hybrides – à cheval entre ce que l'on appelle aujourd'hui le développement et l'action de bienfaisance⁴ – ont émergé en réponse aux injonctions développementalistes du gouvernement syrien. Parmi elles, certaines ont cherché à s'ériger en véritables agents développeurs, au même titre que les ONG de développement et les acteurs du secteur privé. Elles correspondent à ce que la délégation de la Commission Européenne (2005) à Damas qualifie de « charity + ».

Dans ce cadre, notre objectif dans cet article est d'illustrer le changement de paradigmes expérimenté pendant cette période aussi bien au sein des structures associatives de bienfaisance que dans la conception de l'action publique, et à partir de là dans la conception et la gestion même du développement par l'État. Quelle est la portée réelle de ce changement ? Implique-t-il une vraie rupture avec les politiques et les pratiques antérieures ? Dans quelle

¹ Basée sur le modèle chinois, l'Économie Sociale de Marché consisterait à entamer des réformes sur le plan économique au même temps que les réformes sur le plan politique seraient rejetées. Selon Samer Abboud (2010), « the 'social market economy' strategy is one that is aimed at shifting underlying economic structures to foster greater accumulation through the marketization of the economy. At the same time, despite the rhetoric of social protections, this strategy has resulted in the withdrawal of the state in key areas of social welfare provision, aggravating already existing socio-economic problems ». Pour une analyse détaillée de l'Économie Sociale de Marché voir Samir Aita (2007).

² Parmi elles, la figure d'Abdullah Dardari est la plus représentative. Ancien consultant auprès du PNUD en Syrie et docteur de la London School of Economics, Dardari a occupé plusieurs postes d'importance dans les gouvernements des années 2000, dont celui de directeur de la *State Planning Commission*.

³ *Taṭwīr wa-tahdīt* (développement et modernisation) était le slogan des premières années au pouvoir de Bachar al-Assad.

⁴ Face au travail dit « de développement », qui aurait pour but de transformer la société en donnant aux groupes démunis les outils nécessaires pour sortir de leur situation de détresse, le travail caritatif ou de bienfaisance consisterait à porter secours aux plus défavorisés afin de pallier leurs souffrances de base.

mesure peut-on considérer les associations de bienfaisance comme des acteurs contribuant au processus de développement syrien des années 2000 ?

Pour répondre à ces questions, nous avons choisi d'étudier le cas de la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* (Association de Bienfaisance Féminine), une de ces associations représentatives du secteur « charity + ». Créée il y a plus d'un demi-siècle, celle-ci est l'une de plus vieilles associations de bienfaisance de la capitale syrienne. Pourtant, ses responsables tiennent à la définir aujourd'hui comme une ONG pionnière agissant dans le domaine du développement.

Nous analyserons tout d'abord en quoi consiste cette injonction au développement faite par les autorités au secteur associatif syrien et nous montrerons qu'elle s'inscrit au sein d'une redéfinition plus large de l'action publique. Ensuite, nous nous intéresserons plus concrètement à l'association *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya*, à sa genèse, son évolution et ses objectifs. Puis nous nous attarderons sur les pratiques et les projets mises en œuvre par cette association. Cela nous permettra de mettre en évidence combien il est difficile de tracer des frontières entre la charité et le développement « en actes ». Enfin, nous essaierons de mettre au jour les stratégies mobilisées par la direction de cette association ainsi que les ressources dont elle dispose pour faire face à sa gestion quotidienne. Ce faisant, nous découvrirons un rapport privilégié – non seulement vis-à-vis des pouvoirs publics mais aussi des bailleurs de fonds internationaux – qui s'est concrétisé dans le lancement de nouveaux projets et dans l'expansion de l'association. En somme, à travers cette étude de cas, nous prétendons mettre en lumière une manière, certes singulière mais également efficace, de faire du développement dans un contexte autoritaire.

Partant d'une démarche de sociologie politique des acteurs et des pratiques du secteur associatif syrien, et notamment caritatif, nous nous appuyerons sur une longue investigation de deux années (menée d'octobre 2007 à janvier 2010) grâce à laquelle une trentaine d'associations syriennes ont été visitées et près d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés avec différents acteurs impliqués dans le monde associatif et le secteur de la bienfaisance. Au-delà des entretiens, nous nous basons également sur de l'observation participante effectuée auprès de différentes associations caritatives, dont la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* où nous avons participé à plusieurs activités (fête de l'association, remises de prix et de diplômes aux stagiaires en présence de l'ancienne ministre des Affaires sociales et du travail et accueil de donateurs dans les locaux de l'association). Ce travail de terrain a été par ailleurs complété par une lecture des documents produits par l'association (brochures, annonces et entretiens accordés à la presse syrienne), par un suivi régulier de la

presse syrienne et par la lecture de documents gouvernementaux officiels (plans quinquennaux, loi des associations, bulletins de statistiques, etc.). Dans le souci de protéger nos sources, les noms des personnes interviewées ne sont pas mentionnés. L'ensemble des logiques et des situations analysées ici sont antérieures à l'éclatement de la révolte en 2011, révolte dont on ne peut prévoir ni l'issue ni l'impact au moment où nous écrivons ces lignes.

De l'injonction au développement dans le secteur associatif

Entre les années 2000 et 2010 le nombre d'initiatives associatives s'est fortement accru en Syrie. Si l'on en croit les statistiques officielles disponibles au Bureau de Statistiques à Damas, le chiffre d'associations enregistrées auprès du ministère des Affaires sociales et du travail (MAST), toutes catégories confondues, serait passé de 513 en 2000 à 1 012 en 2005 et 1 485 en 2009. En effet, le gouvernement a encouragé dans cette période le développement d'un certain type de société civile *a priori* apolitique (qualifiée par le pouvoir de *muğtama' ahlī*) en même temps qu'il a réprimé les initiatives plus contestataires, telles que les forums qui ont vu le jour pendant la période du « printemps de Damas »⁵, ou les ONG de défense des droits de l'Homme (lesquelles s'identifient plutôt avec l'expression *muğtama' madanī*). On a pu constater ainsi l'apparition de nouveaux acteurs associatifs mais aussi la renaissance d'autres structures qui existaient déjà auparavant et dont l'action était jusque-là très restreinte. Après plusieurs décennies de mise au pas systématique de la société civile (ALVAREZ-OSSORIO 2009, BOUKHAIMA 2002, HINNEBUSCH 1995, SEURAT 1989), ce revirement des politiques vis-à-vis du secteur associatif doit être compris dans le cadre d'une redéfinition de l'action publique dans un contexte de diminution des ressources étatiques et de renouvellement de la classe dirigeante⁶. En effet, autrefois principal agent développeur et détenteur du monopole du discours développementaliste, l'État syrien des années 2000 a déclaré à plusieurs reprises ne plus être en mesure de mener à lui seul le processus de développement. Dans ce cadre, les pouvoirs publics syriens ont opté pour une politique de « décharge » de l'État⁷, consistant à transférer une partie des responsabilités sociales aussi bien sur le secteur privé que sur les acteurs associatifs, sous forme de partenariats⁸.

⁵ Le « printemps de Damas » « désigne un certain nombre de phénomènes sociopolitiques qui ont surgi après la mort du président Hafez al-Assad. [...] Le printemps syrien a vu se développer le rôle des intellectuels et se multiplier les bulletins d'opinion, la naissance ou la renaissance de noyaux de la société civile. [...] » (TAYYARA 2003, p. 47).

⁶ Sur le renouvellement de la classe dirigeante, voir Philippe Droz-Vincent (2001).

⁷ Sur ce concept voir Béatrice Hibou (1999).

⁸ À titre d'exemple nous pouvons mentionner les *'uqud tašarukiyya* (accords d'association) qui ont été signés avec plusieurs associations caritatives. Par ces accords, l'entretien, la gestion et souvent le financement de

Comme on peut le voir dans l'extrait qui suit, le X^e Plan quinquennal (2006-2010), principal document programmatique des orientations de l'État sous la présidence de Bachar al-Assad, a introduit une nouvelle grammaire d'action publique – la notion de grammaire entendue non pas comme un code systématique de lois formelles, mais plutôt comme l' « ensemble des règles qui gouvernent l'usage effectif d'une expression ou d'un geste signifiant [...] qui se lit dans la pratique, à travers des usages interdits ou exemplaires » (CEFAÏ et LAFAYE 2001, p. 210) – censée poser les bases d'un nouveau contrat social⁹ :

« Transition to social market economy adopted by the state, with the FYP undertaking the task of providing a conducive environment for its successful launch, will certainly require forging a new social contract among the vital forces in the Syrian society. These are comprised of the state, private sector, and civil society organizations bounded through healthy dialogue and interactive participation in formulating and implementing the Plan. Such partnership is the only route to win the societal transformation and meet the associated challenges. In return, this will ultimately place the national economy on solid foundations, ensure its sustainability and achieve prosperity and growth based on efficient allocation and use of resources, equitable distribution, and a rise in standard of living for all Syrian citizens.¹⁰ »

Dans le sillage de ce processus de redéfinition de l'action publique, les associations de bienfaisance, bien qu'activement favorisées et encouragées par les pouvoirs publics pendant cette période¹¹, ont été appelées à se transformer en agents développeurs. À titre d'exemple, Diala al-Hajj Aref, celle qui était à l'époque ministre des Affaires sociales et du travail et l'une des principales artisanes de cette injonction au développement, déclarait lors d'une célébration organisée par une association caritative à Damas :

certaines institutions publiques – telles que des écoles, des centres de santé ou des structures d'action sociale – sont passées aux mains de certaines associations caritatives.

⁹ Plusieurs auteurs font référence à la redéfinition du vieux pacte ou contrat social pendant la période 2000-2010. Voir par exemple : Heydemann (2000), Donati (2009) et Ruiz de Elvira (2011).

¹⁰ Traduction : « La transition à l'économie sociale de marché adoptée par l'État, le Plan quinquennal ayant pour tâche de préparer le climat nécessaire pour son lancement réussi, requiert la construction d'un nouveau contrat social parmi les forces vitales de la société syrienne. Ces forces comprennent l'État, le secteur privé et les organisations de la société civile, lesquels sont liés par un dialogue sain ainsi que par une participation interactive dans la formulation et l'application du Plan. Ce type de partenariat est la seule voie pour réussir la transformation sociale et soulever les défis qui en découlent. En contrepartie, ceci replacera l'économie nationale sur des fondations solides, assurera sa durabilité et atteindra la prospérité et la croissance sur la base d'une allocation et d'une utilisation efficace des ressources, d'une distribution équitable et d'une hausse du niveau de vie de tous les citoyens syriens ». X^e Plan quinquennal de la République Arabe Syrienne (2006-2010), p. 2.

¹¹ La promotion des associations de bienfaisance s'est faite au travers de la presse officielle, des visites officielles aux associations, du soutien de la Première dame, de la privatisation d'anciennes structures publiques ou de la donation de terrains.

« Les associations caritatives ne doivent pas se résumer à des simples associations donnant de l'argent aux pauvres, il faut que leur manière d'agir évolue. Il faudrait qu'elles proposent des stages et des formations aux pauvres et aux femmes, par exemple des cours d'informatique.¹² »

Telle qu'elle est définie dans le X^e Plan quinquennal, la stratégie aurait consisté dans :

« The involvement of civil society institutions in the future social and economic transition process, through activating the participation of these civil institutions in order to spread its work and transfer it gradually from the strict charity work to the developing non profit work.¹³ »

Dans ce contexte, l'impact de cette injonction au renouvellement à visée développementaliste n'a pas tardé à se faire sentir au sein du secteur caritatif syrien. Il a touché autant la production du discours et les répertoires mobilisés par les acteurs associatifs que la mise en œuvre des projets de bienfaisance eux-mêmes. Sous cette pression, le travail de bien des associations de bienfaisance a évolué de la simple collecte et redistribution de moyens financiers et matériels aux pauvres de la communauté ou du quartier, du financement d'études religieuses et de la prise en charge des orphelins, des personnes âgées et des personnes handicapées, vers une action de plus en plus spécialisée qui, selon les personnes interviewées, ne chercherait plus à « donner du poisson au pauvre pour le nourrir un jour mais à lui apprendre à pêcher.¹⁴ » Ce revirement réel de l'action caritative est d'autant plus significatif si l'on compare les pratiques de bienfaisance actuelles avec celles d'antan. En effet, comme le signale Amy Singer (2008, p. 167) :

« [...] most concrete examples of medieval charity discovered thus far have consisted of distributions of aid while lacking any aspect identifiable with late twentieth-century ideas of development that is, providing training or tools to people so that they might become less dependent on charitable distributions¹⁵. »

Dans plusieurs cas cette injonction a rencontré des résistances, certains responsables caritatifs s'étant sentis obligés de justifier et de défendre désormais leur travail de bienfaisance. Ainsi, lors de la dernière séance plénière de la Première Conférence Internationale pour le

¹² Observation participante, Damas, mai 2008.

¹³ Traduction : « L'engagement de toutes les institutions de la société civile dans le processus de transition sociale et économique et ce à travers l'activation de la participation de ces institutions civiles afin de diffuser leur travail et de le faire évoluer de la bienfaisance vers le développement non-lucratif. » X^e Plan quinquennal de la République Arabe Syrienne (2006-2010), p. 176.

¹⁴ Cette phrase, maintes fois répétée lors des entretiens, est basée sur un proverbe d'auteur inconnu qui dit ainsi : « Give a man a fish; you have fed him for today. Teach a man to fish; and you have fed him for a lifetime. »

¹⁵ Traduction : « [...] la plupart des exemples concrets de bienfaisance médiévale découverts jusqu'à ce jour consistent dans la distribution d'assistance et sont dépourvus de tout aspect qui puisse être identifié avec les idées de développement de la fin du 20^e siècle, celles qui fournissent aux gens des formations ou des outils qui les rendent moins dépendants des distributions caritatives ».

Développement, organisée par l'organisation Syria Trust for Development¹⁶ en janvier 2010, la présidente de l'association *Mu'asasa Ĥimāyat-l-'Usra* (Institution pour la Protection de la Famille) exprimait sa frustration et son exaspération devant de nombreux dirigeants du pays :

« Le “renforcement des capacités” et le développement c'est très bien, mais qui va accueillir, nourrir et soigner entretemps les pauvres de la Syrie ? Vous parlez seulement de développement ! Mais dans la Syrie actuelle la bienfaisance est encore nécessaire. Ne nous excluez pas de la société civile ! Nous-mêmes, dans notre association, on a dû ouvrir un nouveau dispensaire médical afin de répondre au nombre grandissant de malades pauvres qui s'adressait à nous... En 2009, les associations caritatives couvraient en Syrie 40 % des nécessités des pauvres. Donnez-nous la liberté, ensuite on pourra se développer ! Mais pour l'instant, il faut répondre aux besoins des souffrants qui ne sont pas pris en charge par l'État.¹⁷ »

Toutefois, dans bien d'autres cas, les responsables de ces structures de bienfaisance ont su se saisir du moment développementaliste pour déployer de nouvelles stratégies et consolider leur place au sein d'un secteur associatif en pleine expansion. Parmi les structures qui ont été créées à partir des années 2000, beaucoup ont d'emblée cherché à introduire de nouveaux programmes et de nouvelles méthodes dans le but d'être plus facilement autorisées par le MAST. On peut trouver ainsi des associations dont le nom incluant l'adjectif *tanmawī* (développemental) est censé refléter les orientations caritativo-développementalistes affichées par ses responsables. C'est le cas de la *Ĝam'iyyat-l-'Isrā' li-l-Tanmiyyat-l-Ĥayriyya* (Association al-Isra' pour le Développement Charitable), fondée en 2006, qui aurait pour objectif : d' « aider les pauvres et les orphelins, aider les jeunes pour le mariage, mettre en place un centre médical, créer un centre éducatif et de formation professionnelle, lutter contre le chômage et lutter contre la pauvreté¹⁸ ». Quant aux associations caritatives préexistantes au « boom » associatif des années 2000, à l'instar de la *Ĝam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya*, beaucoup d'entre elles ont tenté de se renouveler pour ne pas être exclues du terrain de jeu nouvellement redéfini.

Genèse, évolution et objectifs de la *Ĝam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya*

La *Ĝam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* est l'une de ces anciennes associations de bienfaisance syriennes qui, tout en ayant gardé une dimension caritative, ont graduellement amorcé un changement de stratégie en réorientant vers le développement certaines de leurs activités.

¹⁶ Principale GO-NGO (Governmental-Operated NGO) du pays, fondée en 2007 par la Première dame. Pour plus d'informations sur cette structure voir Claudie Fioroni (2012).

¹⁷ Observation participante, Damas, janvier 2010.

¹⁸ Brochure de l'association.

L'échange de son nom originel, *Mubarrat-l-Ta'lim wa-l-Muw'āsā* (Initiative Caritative de l'Enseignement et de la Consolation), pour son nom actuel est un signe de ce revirement puisqu'il fait disparaître la notion de consolation. Son cas illustre de manière claire la cohabitation, quasi naturelle, de ces deux modèles d'action. Des « branchements » (AMSELLE 2001) d'un répertoire et un référentiel exclusivement de bienfaisance avec un répertoire développementaliste ont ainsi été opérés durant les dix dernières années. En effet, alors que l'*ethos* – entendu au sens bourdieusien comme un système de dispositions socialement constitué qui structure les perceptions du monde propres à un groupe ou une classe (BOURDIEU 1984/2002) – de bienfaisance demeure, des pratiques et un discours plus caractéristiques de l'univers des ONG de développement ont été introduits.

Fondé par sept amies issues de la riche bourgeoisie éduquée damascène¹⁹, le premier centre de la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* ouvre ses portes en 1945 dans le quartier aisé de 'Aḥīf, aux pieds du mont Qasiun. Aux débuts – raconte l'actuelle présidente de l'association – « il s'agissait de mettre en place un jardin d'enfants afin d'accueillir les enfants illégitimes abandonnés (*luqaṭā'*) et d'encourager les femmes pauvres à travailler²⁰ ». Puis en 1959 l'association est légalement autorisée par le MAST, qui venait d'être créé. En 1969, le champ d'action est élargi par la prise en charge des orphelins²¹, qui sera officialisée par un décret trois ans plus tard. En 1970, l'association reçoit gratuitement un grand terrain du gouvernorat de Damas dans le quartier de Mezze Jebel, où elle s'installera durablement jusqu'à nos jours. En 1978, l'association s'occupe déjà d'une centaine de filles. En 1982, elle ouvre une crèche dans laquelle sont accueillis non seulement les enfants orphelins et abandonnés, mais aussi ceux dont les mères travaillent et ont des ressources limitées. Dans la deuxième moitié des années 1990, l'association continue à se développer et de nouveaux projets voient le jour : en 1996 est lancé le projet pour la prise en charge des veuves, qui deviendra l'un des axes de l'association par la suite, et en 1998 c'est le tour du projet de « renforcement des capacités » (*tamkīn* en arabe) visant les femmes pauvres et marginalisées. Enfin, dans les années 2000, avec l'arrivée de Bachar al-Assad à la présidence du pays et grâce à l'impulsion donnée aux activités associatives dans un contexte de « décharge », la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* entre dans une période d'ébullition. Entre autres, de nombreux ateliers professionnels sont mis

¹⁹ Parmi elles : Balqis 'Awd Ramadan (qui sera longtemps la présidente), Layla al-Bakri Diab (mère de l'actuelle présidente de l'association), Salma Šahin, Dalal 'Ayta, l'écrivaine Salma al-Haffar al-Kuzbari et In'am Hamzawi Hašim.

²⁰ Entretien, Damas, octobre 2009.

²¹ *Idem*.

en place et le *Markaz Ġazāl li-l-Tanmiyyat-l-Ġġtimā'iyya* (Centre Ġazāl pour le Développement Social) est inauguré à Sbeina, dans la banlieue de la capitale.

On voit ainsi comme l'association a grandi au fil du temps : les projets se sont multipliés et diversifiés, le nombre d'employés et de bénéficiaires a augmenté et le volume de donations a explosé. En 2010, elle continue d'être une association « de femmes pour des femmes » dont les objectifs, tels qu'ils sont définis par ses responsables, sont multiples et fortement ambitieux. Il ne s'agirait plus de mener une activité caritative de type traditionnel qui viserait la consolation comme avant, mais bien de répondre à une multiplicité d'objectifs : offrir un centre de prise en charge pour les enfants orphelins ou privés de cadre familial, alphabétiser les filles non scolarisées, préparer et « renforcer les capacités » de la famille pour en faire une unité productrice auto-suffisante capable de faire face à ses besoins, améliorer la vie des familles en situation difficile d'un point de vue médical, matériel, social et culturel, éveiller l'activité mentale, culturelle et sociale des jeunes enfants en leur installant des clubs au siège de l'association et dans des quartiers pauvres, et enfin établir une coordination avec les autres associations œuvrant dans les mêmes domaines²².

Le « charity + » : entre la bienfaisance et le développement

La *Ġam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* est considérée par la présidente de son conseil d'administration comme une association *ḥayriyya tanmawiyya*, c'est à dire caritativo-développementaliste²³. D'autres associations syriennes, telles que la *Ġam'iyyat-l-Šām al-Ḥayrī* ou la *Ġam'iyya Šabāb al-Mustaqbal al-Ḥayriyya* (Association de Bienfaisance des Jeunes du Futur), emploient également cette même terminologie²⁴.

Dans la période où nous avons visité la *Ġam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* (2008-2009), l'*ethos* de bienfaisance était encore très présent dans l'association. Il imprégnait son quotidien, le discours produit par ses responsables, les représentations de ses membres et de ses bénéficiaires et, enfin, ses actions.

À titre d'exemple, si l'on regarde de près les « raisons d'agir » affichées par ses membres, elles font plus référence à la religion (sous forme de hadith²⁵ et de versets du Coran), au devoir de charité (*'amal ḥayr*) prescrit dans le Coran, et à la pitié qu'à la volonté de développer le pays ou une catégorie particulière de la population. Les cadres invoqués ne relèvent pas du

²² Brochure de l'association.

²³ Entretien et observation participante, Damas, octobre 2009.

²⁴ Entretiens, Damas, octobre et novembre 2009.

²⁵ Hadith : recueil des actes et paroles du prophète.

civisme, de la justice sociale, de la solidarité ou du développement ; bien au contraire, les femmes interviewées mettent en avant leur devoir, en tant que bonnes musulmanes, d'aider les pauvres, les veuves, les orphelins et les nécessiteux. Autrement dit, le but des femmes engagées à la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* est avant tout de « faire le bien » et, dans leur imaginaire, c'est cela qu'elles font. Ce système de représentations et de « raisons d'agir » constitue ce que le directeur national de SOS Villages d'Enfants Syrie appelle ironiquement l'approche du « *yā ḥarām !* » ; une approche qui, selon lui, serait basée sur l'apitoiement sur les nécessiteux²⁶.

Cela est reflété, par exemple, dans les brochures de l'association où, pour attirer des éventuels donateurs, des phrases comme la suivante sont placées dans les premières pages :

« Oh généreux bienfaiteur ! Participe avec nous avec tes dons généreux et tes aides honorables afin que nous accomplissions ensemble l'espoir et le bonheur des enfants orphelins et abandonnés et que nous rendions le goût de la vie et la santé aux familles dans le besoin.²⁷ »

Ce type de phrases est par ailleurs accompagné de hadiths et de versets coraniques qui sont placés également dans les couvertures des livrets et des plaquettes de l'association.

Quant aux actions menées au quotidien, certaines sont encore purement caritatives. C'est le cas des donations de vêtements et de nourriture que la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* organise régulièrement, ainsi que des aides économiques qui sont distribuées mensuellement aux familles prises en charge par l'association. C'est le cas également de la prise en charge gratuite des orphelins et des enfants abandonnés. C'est enfin le cas des services médicaux gratuits dispensés à tous les bénéficiaires de l'association. Ces bénéficiaires sont par ailleurs représentatifs de trois des catégories classiques désignés par l'Islam comme pouvant relever de la charité, à savoir : les orphelins, les veuves et les pauvres.

Enfin, si l'on s'intéresse au financement de cette structure, on découvre que celui-ci s'appuie encore fondamentalement sur les donations privées (*tabarru'āt*), dont une grande partie est payée par des commerçants et des entrepreneurs sous forme de *zakāt*²⁸ pendant le mois de Ramadan. Il faut rappeler ici que les aides publiques octroyées par l'État syrien aux associations sont inégales et surtout dérisoires par rapport aux dépenses et aux budgets annuels de celles-ci. En effet, elles peuvent au mieux atteindre 350 euros par an.

Pourtant, la dimension développementaliste, qui a été progressivement introduite dans la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* tout au long de la dernière décennie, est aussi fortement

²⁶ Entretien, Damas, juillet 2008.

²⁷ Brochure de l'association.

²⁸ Troisième pilier de l'Islam et aumône annuelle obligatoire pour tout croyant musulman.

présente dans l'association. À titre d'exemple, le premier objectif indiqué dans la principale brochure de l'association est de promouvoir « le développement de la société par le biais des services dispensés à l'enfant et à la femme ». Comme l'explique la présidente du conseil d'administration :

« C'est il y a dix ans qu'on a commencé à parler dans notre association de développement. Au début, plusieurs membres de l'assemblée générale se sont opposées à ce nouveau concept car elles ne comprenaient pas de quoi il s'agissait. Vous savez, pas toutes réfléchissent en termes de développement.²⁹ »

Des concepts comme « durabilité » ou « accountability », méconnus avant les années 2000, ont fait alors leur apparition.

Dans ce cadre, des activités de *tamkīn* ont été lancées par la direction ou, si elles existaient déjà, elles ont été davantage renforcées. Parmi elles, on trouve en 2010 : des stages professionnels pour les veuves et les mères dans des domaines tels que la coiffure, la confection de vêtements, la cuisine, la comptabilité ou les langues ; un enseignement non-officiel pour les mères et les jeunes filles analphabètes ayant dû abandonner leurs études ; des cours de renforcement pour les enfants scolarisés pauvres ayant des difficultés ; et le projet de développement à Sbeina, où le *Markaz Ġazāl li-l-Tanmiyyat-l-Ġġtimā'iyya*, dont nous avons déjà parlé, a été inauguré il y a peu d'années.

Ce dernier est considéré par les gestionnaires de la *Ġam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* comme un projet de développement (*tanmawī*) ayant pour objectif le développement (*taṭawwūr*) de la région de Ġazāl (région rurale pauvre)³⁰. Il est source d'une grande fierté au sein de l'association. Parmi les activités proposées dans ce centre on peut signaler le jardin d'enfants, l'école non-officielle pour les mères et enfants qui n'ont pas fréquenté l'école publique, les cours de renforcement pour les enfants scolarisés qui ont des difficultés et le centre médicale. De plus, les responsables de l'association ont voulu y introduire une dimension de protection environnementale qui, en 2009, ne s'était pas encore matérialisée concrètement.

En outre, le conseil d'administration de l'association semble avoir été séduit par le principe de la micro-finance, introduit en Syrie par des ONG internationales comme l'*Aga Khan Development Network* ainsi que par des GO-NGOs locales (FIRDOS, par exemple)³¹. En novembre 2009, l'octroi des tout premiers crédits était prévu pour l'année 2010.

²⁹ Entretien, Damas, octobre 2009.

³⁰ Brochure du projet de développement à Sbeina.

³¹ Au sujet des projets liés à la micro-finance, Caroline Donati (2009, p. 255) souligne : « Fondée sur une politique d'octroi de micro-crédits et un important volet de formation et éducation, Ferdos [FIRDOS] s'inscrit dans la continuité des politiques publiques. [...] Le manque de transparence observé, notamment dans l'octroi des

À travers l'ensemble de ces activités qualifiées par l'association de *mašārī tanmawiyya* (projets développementalistes), la présidente de cette structure affirme vouloir promouvoir le rôle d'une femme active et instruite. C'est pour cette raison que, contrairement aux associations qui fournissent un *rātīb* (salaire) à leurs bénéficiaires sans aucun engagement en contrepartie, la *Ġam'iyyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* aurait décidé de conditionner ses aides soit au travail, soit à la formation des femmes qu'elle soutient. À ce sujet, la présidente de l'association affirme : « Celles qui ne veulent pas travailler ou apprendre n'ont qu'à aller ailleurs, dans d'autres associations !³² »

Enfin, dans le souci de diversifier ses sources de financement, cette structure caritativo-développementaliste aurait intensifié ses activités lucratives au cours de la dernière décennie. Ainsi, de nouveaux projets très novateurs ont été lancés à côté de ceux qui existaient déjà, à l'instar de la crèche, du foyer pour jeunes étudiantes universitaires issues de familles aisées venant d'autres régions de la Syrie, et du camp d'été pour enfants. À titre d'exemple, les élèves les plus douées de la formation en coiffure ont pu ouvrir un salon de beauté grâce à l'aide de l'association, et en contrepartie, une part des bénéfices générés lui sont reversés directement. Fin 2009, l'association envisageait aussi de se lancer dans la restauration en mettant en route un service de traiteur à domicile où les élèves de la formation en cuisine pratiqueraient en tant que cuisinières ; les cours seraient dispensés par des membres de l'association, les repas préparés dans ses cuisines. Ainsi les coûts seraient minimisés. Grâce à ce projet, des femmes au chômage apprendraient un métier et seraient intégrées dans la vie active en même temps que l'association gagnerait de l'argent. Enfin, dans la même ligne mais dans un domaine différent, celui de la confection, l'association cherchait à créer en 2009 un atelier de couture où les bénéficiaires de l'association coudraient des vêtements qui seraient commercialisés par la suite. De même, parallèlement au lancement de ces activités lucratives, la présidente du conseil d'administration aurait demandé une fatwa³³ à l'un des muftis de la capitale pour que les activités lucratives puissent être considérées comme de la *zakāt* tant que les bénéfices obtenus sont réinvestis dans la bienfaisance. Cette action aurait pour but implicite d'encourager les riches entrepreneurs du secteur privé à investir dans des projets d'embauche de personnes pauvres. L'objectif de toutes ces initiatives serait ainsi de favoriser l'autofinancement de l'association. Ce faisant, le conseil d'administration chercherait à ne pas

crédits, souligne un fonctionnement marqué par le clientélisme ». Sur les activités de l'*Aga Khan Development Network*, Donati (2009, p. 257) écrit : « Afin d'encourager l'entrepreneuriat, l'AKDN offre un accès à des services de gestion de projets en s'appuyant sur un programme de micro-crédits dans six *mohafazat*. »

³² Entretien, Damas, octobre 2011.

³³ Avis juridique non-contraignant.

être à la merci des donations, lesquelles sont jugées beaucoup trop sensibles aux fluctuations de l'économie. La mise en place de ces différents projets reflète en outre l'importance que la question du financement revêt aux yeux de la direction.

À l'aune de cette analyse concernant les activités, les objectifs et le discours tenu par les membres de l'association, on voit bien comment des « branchements » entre un répertoire de bienfaisance et un répertoire de développement sont constamment opérés³⁴. Le vocabulaire et les pratiques développementalistes se superposent à celles de la bienfaisance et vice-versa. Dans ce cadre, la mobilisation de chaque répertoire est faite en fonction de l'interlocuteur et des circonstances du moment. Alors que face aux éventuels donateurs syriens c'est le registre de la bienfaisance qui est mis en avant, face aux acteurs étrangers et aux autorités publiques c'est la dimension développementaliste qui est davantage privilégiée. De même, il est possible de constater que l'expansion récente des activités de l'association ainsi que leur diversification coïncident dans le temps avec l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad et avec l'adoption de l'Économie Sociale de Marché. En effet, c'est notamment dans la deuxième moitié des années 2000, une fois que le nouveau modèle économique a été officiellement approuvé et que l'action publique a été repensée sur les bases de la « participation » et de la « responsabilité individuelle », que la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* va connaître un véritable nouvel essor en lançant ses projets les plus novateurs.

Ressources et stratégies localisées : le pari du *loyalty*

Dans le contexte autoritaire qui prévaut en Syrie, où l'ensemble des initiatives autonomes émanant de la société civile (et, d'une manière plus générale, de la société tout court) est fortement surveillé et restreint par les pouvoirs publics et les services de sécurité, il convient aux responsables associatifs d'être attentifs aux stratégies qu'ils vont développer afin de pérenniser l'action de leurs structures dans le temps et dans l'espace. Avant tout, celles-ci doivent prendre en compte les règles du jeu dictées et imposées par le régime, à savoir : ne pas critiquer le Président al-Assad, ne pas s'attaquer ouvertement au régime, ne pas entrer dans des questions relevant de la sphère politique et ne pas interagir avec les acteurs étrangers sans l'aval des autorités.

La stratégie de *voice* (HIRSCHMANN 1970) étant extrêmement coûteuse pour ceux qui osent élever ouvertement le ton (le coup d'arrêt brutal donné au « printemps de Damas » en 2001,

³⁴ Les « branchements » opérés ici ne sont pas sans rappeler les situations observées par Patrick Haenni (1997) au Caire, à savoir la mobilisation par les « bienfaiteurs » égyptiens de deux registres de sens ou systèmes de références : l'un proche de la sensibilité islamique et l'autre proche du « versant solidaire » de l'économie néolibérale.

les dissolutions de conseils d'administration par le MAST ou, tout simplement, l'emprisonnement de personnalités comme Salah Kaftaro³⁵ en sont les meilleures preuves), les dirigeants des associations caritatives syriennes ont généralement développé des stratégies allant de l'*exit* au *loyalty* (HIRSCHMANN 1970). Ce faisant, la plupart des acteurs du secteur associatif caritatif syrien ont participé de la logique que Lisa Wedeen (1999) dénomme « the politics of “as if” » ; une logique où les citoyens agissent publiquement « comme s'ils » soutenaient le régime, « comme s'ils » adhéraient à ses politiques, « comme s'ils » acceptaient sans contrainte les restrictions et les normes imposées par le pouvoir, alors qu'en réalité, dans le domaine privé et à titre individuel, cette fidélité n'est souvent que fictive.

La présidente du conseil d'administration de la *Ġam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* est certes consciente du cadre complexe dans lequel les associations syriennes doivent travailler ; elle dénonce par exemple le manque d'aides financières attribuées par les pouvoirs publics. « On reçoit une toute petite aide du MAST qui ne suffit même pas à faire marcher l'association pendant une semaine ! », affirme-t-elle à ce sujet³⁶. Elle déclare aussi que les demandes d'autorisations et les contrôles sont nombreux et qu'ils entravent leur activité, mais elle justifie leur nécessité vu la possibilité d'éventuels abus et détournements de fonds par les associations. Quant aux opportunités de financement et de partenariat avec les organisations étrangères, elle avoue qu'elles sont très limitées : « En ce moment nous sommes paralysées. Nous ne pouvons rien faire ! La situation est bloquée depuis deux ans... On n'obtient pas facilement les autorisations », précise-t-elle en janvier 2010³⁷.

³⁵ Salah Kaftaro, fils d'Ahmad Kaftaro, ancien mufti de la République Arabe Syrienne, était jusqu'en 2009 à la tête du célèbre complexe religieux d'Abu Nour. Accusé de corruption, il a été incarcéré au printemps 2009 avec Muhannad 'Alluš, président du conseil d'administration de la *Jam'iyat al-Ansar*, l'association caritative faisant partie de ce complexe. Les véritables raisons de ces deux incarcérations restent encore aujourd'hui floues. Pour ce qui est de Salah Kaftaro, les autorités allèguent un « détournement de fonds », des « contacts illégaux avec des institutions étrangères » et des « attaques contre les autres confessions religieuses ». Quant à son *ḥalīfa*, Muhannad 'Alluš, on l'accuse principalement de « malversations financières ». Bien que certaines de ces accusations aient pu s'avérer réelles, cela n'explique pas pour autant les raisons pour lesquelles ces deux emprisonnements ont été effectués en 2009 et non avant. Pour certains observateurs, l'emprisonnement de Salah aurait pu être orchestré conjointement par le régime et par certains disciples d'Ahmad Kaftaro qui, mécontents de la gestion du complexe par Salah, auraient organisé un « putsch » de l'intérieur. Nous pouvons aussi émettre l'hypothèse que la remise en cause du pacte de loyauté et l'emprisonnement de Salah Kaftaro ont été provoqués, du moins en partie, par la « désobéissance » à l'égard des autorités dont il a fait preuve, à la fois par son dépassement systématique des limites et par le non-respect des normes tacites imposées « par le haut ». En effet, Salah Kaftaro, à la différence de son père et se croyant protégé par l'héritage de ce dernier, aurait osé se mêler des affaires internes du pays, ce qui aurait fortement déplu au régime. Enfin, d'autres observateurs ont en revanche mis l'accent sur le non-respect des normes de sécurité par la Fondation Abu Nour, particulièrement en ce qui concerne l'accueil des étudiants musulmans étrangers (exiger, par exemple, une attestation de leurs ambassades d'origine en Syrie). Suivant cette hypothèse, nous pourrions interpréter l'incarcération de Salah Kaftaro comme une sorte de punition exemplaire dont le but ultime aurait été de décourager les autres acteurs religieux et associatifs qui auraient été tentés de dépasser les limites et les lignes rouges dictées par l'Etat.

³⁶ Entretien, Damas, octobre 2009.

³⁷ Conversation informelle, Damas, janvier 2010.

Cependant, malgré la conscience de l'existence de ces dysfonctionnements, la présidente disculpe les décisions de l'État et du régime syriens. Son association fait partie de ces structures qui ont opté rationnellement pour une stratégie de *loyalty* vis-à-vis du pouvoir, et cela depuis sa création. Preuve en est le fait qu'elle a été autorisée par le MAST dès l'année 1959, juste après la mise en place de ce ministère. Cette loyauté précoce s'explique par la proximité de certaines de ses fondatrices – issues, comme nous l'avons déjà dit, de l'élite féminine de la capitale – avec les pouvoirs en place à l'époque de sa création. En effet, l'association comptait parmi ses membres l'écrivaine et féministe Salma al-Haffar al-Kuzbari (née en 1923), fille de Lutfi al-Haffar³⁸ et épouse de Nader al-Kuzbari³⁹. Aujourd'hui encore, la présidente du conseil d'administration est la femme d'un entrepreneur qui serait proche du régime de Bachar al-Assad⁴⁰.

Il semblerait que ces connexions avec le pouvoir politique aient permis à l'association d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à son expansion et à sa transformation. Il faut rappeler ici que, conformément à la Loi des Associations et des Fondations Privées en vigueur jusqu'en 2012, lorsqu'une association syrienne souhaite élargir le domaine d'action qu'elle avait initialement fixé, ou bien lancer tout simplement un nouveau projet, elle est tenue de demander préalablement l'accord du MAST. L'obtention de cet accord entraîne des procédures très longues et peut être, en fin de compte, refusée.

Le pari du *loyalty* se manifeste ici par le biais des partenariats qui ont été établis avec le MAST, les GO-NGOs de la Première dame et d'autres institutions que l'on peut qualifier de paraétatiques. À titre d'exemple, la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* participait en 2010 à la Première Conférence Internationale pour le Développement qui, comme nous l'avons déjà signalé, avait été organisée par la GO-NGO *Syria Trust for Development*. Cette participation était d'autant plus significative que d'autres associations damascènes importantes, telles que *Ĥifẓ al-Ni'ma*⁴¹ ou la *Ĝam'iyat-l-Anṣār*, n'assistaient pas à l'événement (soit parce qu'elles n'avaient pas été invitées, soit parce qu'elles n'avaient pas voulu prendre part à une conférence directement sponsorisée par Asma al-Assad). Pareillement, la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* participait en 2008, comme 29 autres associations caritatives du pays, aux festivités de « Ramadan al-Kul-2 », organisées à Alep conjointement par le MAST et par

³⁸ Entrepreneur et homme politique au temps du mandat français et au début de l'indépendance. Membre de la Chambre de Commerce de Damas, membre fondateur du parti nationaliste Bloc National, nommé Premier Ministre en 1939.

³⁹ Intellectuel et diplomate syrien.

⁴⁰ Conversation informelle avec la fille de l'une des membres de l'association, Damas, septembre 2009.

⁴¹ Sur l'association *Ĥifẓ al-Ni'ma* voir l'article de Thomas Pierret et Kjetil Selvik (2009).

Ṭumūhī, une GO-NGO fondée par Diala al-Hajj Aref qui, rappelons-le, était à l'époque chargée du portefeuille des Affaires sociales. Cet événement, auquel avaient été également invitées plusieurs entreprises (dont Syriatel, qui appartient à Rami Makhluf, cousin de Bachar al-Assad) et ambassades étrangères, avait pour objectif de collecter des fonds qui, par la suite, seraient redistribués par *Ṭumūhī* « aux jeunes pauvres du pays » sous forme de bourses de mérite. Enfin, la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* aurait établi aussi des partenariats avec des institutions paraétatiques, à l'instar de l'Union des Femmes, avec qui elle aurait mené le projet d'enseigner la couture aux femmes démunies.

Il n'est donc pas étonnant qu'en octobre 2009 Diala al-Hajj Aref, alors ministre, ait assisté en personne à la remise de prix et de diplômes aux jeunes ayant suivi les différents stages de formation professionnelle lancés et gérés par l'association, dont le « Stage d'Éducation Non Officielle ». À cette occasion, la ministre al-Hajj Aref présentait la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* comme un modèle à suivre par toutes les associations du pays⁴².

De même, la stratégie de *loyalty* et les connexions avec le régime auraient permis à l'association de participer à des projets financés et lancés par des bailleurs de fonds étrangers, comme le PNUD ou la délégation de la Commission Européenne à Damas, et de bénéficier de quelques aides étrangères qui sont restées rares et extrêmement contrôlées dans la Syrie des années 2000. La *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* aurait reçu une bourse de l'ambassade du Japon à Damas dans le cadre de son projet « grassroots » de soutien à la société civile et participé, en 2008 et 2009, à un programme organisé par l'association SOS Village d'Enfants Syrie financé par la délégation de la Commission Européenne à Damas.

Enfin, la proximité avec le pouvoir politique en place aurait permis à la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya* de donner une plus grande visibilité à ses projets et de les divulguer sans crainte. En effet, la présence médiatique de l'association est très importante, aussi bien dans la presse écrite que dans le web, chose qui reste rare dans le milieu associatif caritatif syrien d'avant 2011.

Conclusion

Tout au long de cet article, nous avons tenté de mettre en évidence que l'appellation « caritative » ne permet pas de cerner à elle seule la nature complexe et multiple de cette association. Nous avons vu en effet que plusieurs projets de la *Ĝam'iyat-l-Mubarrat-l-Nisā'iyya*

⁴² Observation participante et note postée sur le site internet du MoSAL : <http://www.molsa.gov.sy/?d=228&id=547> (lien mort, consulté en novembre 2011).

pouvaient être qualifiés à juste titre de projets de développement. En même temps, le détour par la genèse et l'histoire de l'association a permis de montrer que le passage du simple « charity » au « charity + » s'est fait ici graduellement et quasi naturellement.

L'exemple que nous avons choisi d'étudier dans le cadre de cet article n'est pourtant pas le seul à se situer dans ce secteur, que la délégation de la Commission Européenne à Damas a baptisé de « charity + ». Dans un autre article (RUIZ DE ELVIRA 2012), nous avons montré que l'association Terre des Hommes Syrie pouvait aussi être qualifiée de caritativo-développementaliste. En effet, ces deux associations sont représentatives de tout un secteur qui se serait beaucoup développé au cours de dix dernières années grâce à une libéralisation partielle du secteur associatif, sous-tendue par une logique de « décharge ». On serait ainsi passé graduellement d'un type d'associations purement redistributives et peu actives, qui coïnciderait dans le temps avec une étape dite socialiste et de planification étatique, à un type d'associations aux rôles multiples (social, économique, éducatif, professionnel, médical, etc.) qui se serait développé à un moment marqué par l'adoption de l'Économie Sociale de Marché. Il est cependant intéressant de noter que dans le cas des associations du « charity + », il n'y a pas de vraie rupture avec les pratiques et les structures de pensée du passé, mais plutôt une cohabitation de deux modèles qui sont considérés *a priori* comme contradictoires. Dans ce sens, la vision de l'ancien président de la *Ġam'īyyat-l-'Anṣār*, Muḥannad 'Alluṣ, est particulièrement éclairante : il considère que « la bienfaisance et le travail de développement sont en réalité les deux faces d'une même pièce » étant donné que leur but et leur résultat ultime est le même, à savoir faire « le bien » (*'amal ḥayr*)⁴³.

Les logiques et les transformations que nous avons analysées ici, aussi bien au niveau des secteurs associatif et caritatif qu'au niveau de la conception de l'action publique, illustrent en creux la redéfinition du vieux pacte social à caractère populiste et inclusif qui régulaient jusqu'alors les relations État-Société et par lequel la population renonçait à la participation politique en échange de services sociaux et de développement. Alors qu'à l'époque de Hafez al-Assad l'accent est mis sur le développement des zones rurales, sur les paysans et les travailleurs et sur les institutions du secteur public, sous la présidence de Bachar al-Assad l'économie se libéralise, l'État se « décharge » et les acteurs privés et la bienfaisance voient leur rôle s'accroître de manière significative. Cette redéfinition, qui a entraîné un recul du social en dépit de l'action des associations, serait de notre point de vue l'un des principaux

⁴³ Entretien, février 2009, Damas.

facteurs qui auraient contribué à favoriser l'éclatement de la révolte syrienne en mars 2011, dont l'impact et l'issue restent à ce jour inconnus.

Bibliographie

ABBOUD Sammer, 2010, « Locating the 'Social' in the Social Market Economy », communication présentée dans la conférence « Bashar Al-Asad's First Decade: A Period of Transition? », Center for Middle Eastern Studies, Lund University.

AITA Samir, 2007, « L'économie de la Syrie peut-elle devenir sociale? Vous avez dit : "Économie Sociale de Marché ?" », in Baudouin DUPRET *et alii* (éds.), *La Syrie au présent : Reflets d'une société*, Arles, Actes Sud, p. 543-579.

ALVAREZ-OSSORIO Ignacio, 2009, *Siria contemporánea*, Madrid, Síntesis.

AMSELLE Jean-Loup, 2001, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.

BOUKHAIMA Soukaina, 2002, « Le mouvement associatif en Syrie », in Sarah BEN NEFISSA (éd.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, Editions CNRS, p. 77-94.

BOURDIEU Pierre, 1984/2002, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit.

CEFAÏ Daniel et LAFAYE Claudette, 2001, « Lieux et moments d'une mobilisation collective », in Daniel CEFAÏ et Danny TROM (éds.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS (Collection Raisons pratiques), p. 195-228.

DÉLÉGATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE À DAMAS, 2005, *Civil Society Organisations in Syria: Analysis of Voluntary Organizations in Syria*.

DONATI Caroline, 2009, *L'exception syrienne: entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte.

DROZ-VINCENT Philippe, 2001, « Syrie : "la nouvelle génération" au pouvoir », *Maghreb-Machrek* 173, p. 14-35.

FIORONI Claudie, 2012, « Le Syria Trust for Development. Un cas d'auto-reproduction du régime ? », in Caroline ABU-SADA et Benoît CHALLAND (éds.), *Le développement, une affaire d'ONG ?, Associations, Etats et bailleurs dans le monde arabe*, Paris, Karthala-IREMAM-IFPO, p. 69-93.

HAENNI Patrick, 1997, « Gérer les normes extérieures. Le penchant occidental de la bienfaisance islamique en Égypte », *Egypte/ Monde Arabe* 30-31, p. 275-291.

HEYDEMANN Steven, 2000, « D'Assad à Assad. La politique syrienne n'est pas un théâtre d'ombres », *Critique Internationale* 9, p. 36-43.

HIBOU Béatrice, 1999, « La 'décharge', nouvel interventionnisme? », *Politique africaine* 73, p. 6-15.

HINNEBUSCH Raymond, 1995, « State, civil society and political change in Syria », in Richard NORTON (éd.), *Civil Society in the Middle East*, Leiden et New York, E. J. Brill, vol. 1, p. 214-242.

HIRSCHMANN Albert O., 1970, *Exit, Voice, Loyalty. Responses to decline in Firms, Organization, and States*, Cambridge, Harvard University Press.

PIERRET Thomas et SELVIK Kjetil, 2009, « Limits of “Authoritarian Upgrading” in Syria. Welfare Privatization, Islamic Charities and the Rise of the Zayd Movement », *International Journal of Middle East Studies* 41 (4), p. 595-614.

RUIZ DE ELVIRA Laura, 2011, « El devenir del autoritarismo sirio: sociedad civil, acción pública y pacto social a través del estudio de las asociaciones caritativas », *Revista Española de Ciencia Política* 27, p. 90-106.

RUIZ DE ELVIRA Laura, 2012, « Les catégories à l'épreuve des “associations réelles” : Ni tout à fait “laïques” et développementalistes, ni tout à fait confessionnelles et de bienfaisance. Etude de cas de l'association Terre des Hommes Syrie », *A Contrario* 18, p. 79-96.

SEURAT Michel, 1989, *L'Etat de barbarie*, Paris, Editions du Seuil.

SINGER Amy, 2008, *Charity in Islamic Societies*, Cambridge, Cambridge University Press.

TAYYARA Najati, 2003, « Chronique d'un Printemps », *Confluences Méditerranée* 44, p. 47-54.

WEDEEN Lisa, 1999, *Ambiguities of domination: politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press.